

Une Vision

Critique du Rapport de l'Indice de la Perception de la Corruption



■ **Général de Division Dr. Hisham Zalouk**

*Ex-Directeur de l'Académie Nationale de Lutte Contre la Corruption
ex-Directeur Général de l'Autorité de Contrôle Administratif*

Premièrement:

-Les informations essentielles du rapport.

1-Lieu et date (d'émission)

"Le 31 janvier 2023, Transparency International a publié son dernier rapport annuel sur l'Indice de Perception de la Corruption.

Il s'agit de la dernière édition depuis la création de Transparency

International, qui a commencé à publier des rapports réguliers sur les indices de corruption des pays du monde depuis 1995. C'est une organisation non gouvernementale internationale qui s'occupe de la corruption sous toutes ses formes (corruption financière, corruption politique, etc.). Elle publie chaque année un rapport sur l'indice de corruption qui montre les progrès ou le retard des pays à l'échelle mondiale par rapport les uns aux autres. Elle est affiliée aux Nations Unies et compte 100 chapitres régionaux dans le monde. Son secrétariat général est situé à Berlin, en Allemagne. Fondée en 1993 en tant qu'organisation but non lucratif, elle déclare que son principal objectif est de lutter contre la corruption.

2-Indicateur du rapport

"Le rapport de Transparency International" couvre 180 pays, les classant sur une échelle de 0 à 100 en fonction de plusieurs indicateurs et analyses. Un score de 0 indique le niveau de corruption le plus élevé, tandis qu'un score de 100 correspond au niveau de transparence le plus élevé au monde. Les pays sont comparés et évalués en termes de lutte contre la corruption à travers leurs mécanismes

internes respectifs, en mesurant leur progression ou leur régression par rapport aux rapports précédents de Transparency International. L'organisation utilise diverses statistiques et données pour obtenir une évaluation aussi proche que possible de la réalité. Elle adopte une méthodologie statistique globale et analytique, une approche abstraite qui s'appuie sur des mesures quantitatives pour produire des statistiques abstraites. Cette méthodologie repose uniquement sur des analyses mathématiques et statistiques."

3-Le contenu du rapport

L'indice classe 180 pays et territoires en fonction de leurs niveaux de corruption dans le secteur public, tels qu'évalués par des experts. Comme nous l'avons mentionné précédemment, l'indice se base sur 13 sources de données indépendantes et utilise une échelle de 0 à 100, où 0 représente un niveau de corruption très élevé et 100 un niveau de corruption très faible. Les principaux résultats sont les suivants..."

- A- Plus des deux tiers des pays (68%) ont obtenu un score inférieur à 50 points, et la moyenne mondiale est restée stable à 43 points.
- B- Depuis 2012, 25 pays ont significativement amélioré leur score, mais durant la même période, 31 pays ont connu une dégradation notable.
- C- Les pays dotés d'institutions solides et de démocraties fonctionnelles se retrouvent généralement en tête de l'indice. C'est ainsi



Une vision Critique du rapport de l'Indice de la Perception de la Corruption

Général de Division Dr. Hicham Zalouk

que le Danemark arrive en tête des pays les plus intègres avec un score de 90 points, suivi de la Finlande et de la Nouvelle-Zélande avec 87 points, puis de la Norvège avec 84 points, de Singapour et de la Suède avec 83 points, de la Suisse avec 82 points, des Pays-Bas avec 80 points, de l'Allemagne et de l'Irlande avec 79 et 77 points respectivement, et du Luxembourg avec 77 points, Ils ont complété le top 10 mondial.

D- Les pays qui souffrent des conflits ou où les libertés individuelles et politiques fondamentales sont restreintes de quelque manière que ce soit tendent à obtenir les notes les plus basses. Cela est illustré par des pays ayant obtenu des scores très faibles tels que la Somalie (12), la Syrie (13) et le Soudan du Sud (13) qui se situent en bas de l'indice. Le Venezuela (14), le Yémen (16), la Libye (17), la Corée du Nord (17), Haïti (17), la Guinée équatoriale (17) et le Burundi (17) figurent 1 parmi les dix derniers.

E-Au cours des cinq dernières années, seules huit nations ont réussi à améliorer significativement leurs résultats, tandis que dix autres ont connu une dégradation notable, y compris des pays auparavant bien classés comme l'Autriche (71), le Luxembourg (77) et le Royaume-Uni (73).

4-Langue utilisée dans le rapport:

Le rapport est rédigé en anglais

Deuxièmement:

Les éléments essentiels du rapport

1-La méthode de calcul des indicateurs du rapport

Comment les scores des pays sont-ils calculés ?

Le score de chaque pays est composé d'une combinaison complexe d'au moins trois sources de données, tirées de treize enquêtes et évaluations différentes sur la corruption. Ces sources de données sont collectées par une variété d'institutions prestigieuses, notamment la Banque mondiale et le Forum économique mondial."

A-En observant chacune des treize sources de données nous constatons qu'elle utilise une échelle différente, elles sont converties, après

analyse, en une valeur standardisée sur une échelle de 0 à 100. Ensuite, une moyenne simple est calculée pour chaque pays."

b- L'indice de perception de la corruption est considéré comme l'étalon-or pour mesurer la corruption dans le secteur public à l'échelle mondiale parce qu'il regroupe de multiples formes de corruption en un seul indice comparable à l'échelle internationale, il offre une vision plus complète de la situation d'un pays donné que chaque source prise individuellement."

c- "Le processus de calcul de l'indice de perception de la corruption fait l'objet d'examens réguliers pour assurer sa solidité et sa cohérence. La dernière évaluation a été réalisée par le Centre de recherche commun de la Commission européenne en 2017."

2-la différence entre le classement d'un pays et son score:

Le score d'un pays reflète le niveau perçu de corruption de son secteur public, sur une échelle de 0 à 100, où 0 représente le niveau de corruption le plus élevé et 100 le niveau d'intégrité le plus élevé.

Quant au classement d'un pays, il indique sa position par rapport aux autres pays figurant dans l'indice. Ce rang peut varier simplement en raison d'un changement dans le nombre de pays inclus dans l'indice.

c'est pourquoi le rang est moins significatif que le score en termes d'indication du niveau de corruption dans un pays. Une légère augmentation ou diminution du score d'un pays sur l'indice de perception de la corruption n'est généralement pas considérée comme significative. C'est pour cette raison que nous mettons chaque année en évidence les pays ayant connu un changement statistiquement significatif dans leurs résultats, ce qui se reflète dans la majorité des sources de données constituant l'indice de perception de la corruption. Lorsque seules quelques sources de données enregistrent un changement, cela signifie qu'il n'est pas encore clair si la corruption dans le secteur public de ce pays a augmenté ou diminué."

3-Raisons de l'exclusion d'un pays de la liste:

"Pour qu'un pays ou une région soit inclus dans l'indice, il doit figurer dans au moins une des treize sources de données de l'Indice de Perception de la Corruption. L'absence d'un pays de la liste ne signifie

pas que ce pays est exempt de corruption, mais simplement qu'il n'y a pas suffisamment de données disponibles pour mesurer avec précision les niveaux de corruption en son sein."

4- Quel type de corruption l'indice de perception de la corruption mesure-t-il ?

- a- Un pot-de-vin (corruption)
- b- Détournement de fonds publics
- c- Utilisation de fonctions publiques par des responsables pour des gains personnels sans subir les conséquences.
- d- La capacité des gouvernements à maîtriser la corruption dans le secteur.
- e- Une bureaucratie excessive dans le secteur public qui peut augmenter les risques de corruption.
- f- Le népotisme dans les recrutements de la fonction publique.
- g- L'existence de lois garantit que les fonctionnaires déclarent leurs fonds et qu'éventuels conflits d'intérêts soient révélés.
- h- La protection juridique des lanceurs d'alerte des cas de pots-de-vin et de corruption".
- i- La capture de l'État par des gens ayant des intérêts particuliers.
- j- L'accès et la divulgation d'informations relatives aux affaires publiques et aux données gouvernementales.

Troisièmement :

Une vision critique du rapport

1- Points forts

- a- Le rapport annuel fournit un indicateur permettant d'évaluer si les pays examinés ont progressé ou régressé par rapport à leur évaluation précédente.
- b- Il indique le classement (relatif) du pays par rapport aux autres pays de sa région et au monde entier.
- c- Le rapport de l'organisation n'indique pas de méthode spécifique pour la lutte contre certains types de corruption et l'organisation ne mène pas elle-même d'enquêtes sur des cas de corruption.

d- L'organisation rejette l'idée d'une supériorité du Nord en matière de corruption et s'engage à révéler la corruption dans le monde entier, ce qui reflète une certaine objectivité et impartialité.

2- Points faibles

- A- L'indice de corruption se base sur un échantillon restreint qui n'est pas représentatif de la majorité et refuse d'élargir la taille de l'échantillon en raison de contraintes de temps et de coûts.
- B- Les méthodes utilisées ne permettent pas de mesurer la corruption institutionnelle de manière précise.
- C- Le problème réside dans l'analyse purement quantitative des résultats, qui ne reflète pas la réalité du pays étudié. En effet, la corruption, dans certains pays, est ancrée dans des croyances et des traditions qui varient d'un contexte à l'autre.
- D- L'utilisation d'un indicateur dans des statistiques longitudinales est complexe en raison de la méthode de calcul de cet indicateur, qui repose sur une analyse purement quantitative.
- E- L'organisation dépend pour le financement de ses activités des dons et des subventions fournis par de nombreuses entités et organisations gouvernementales et non gouvernementales, ainsi que par des institutions conomiques telles que la Banque mondiale, les Nations Unies, Boeing, General Motors, Kodak, et d'autres. Cette situation présente des avantages pour ces donateurs mais prive l'organisation de son indépendance d'opinion. Elle peut même être utilisée comme un moyen de pression politique dans certains cas, ou comme un moyen de générer des profits ou de servir les intérêts de ces institutions.
- F- L'organisation a omis un indicateur crucial qui n'a pas été inclus dans les treize indicateurs, et qui constitue l'un des moyens les plus importants de mesurer la perception de la corruption : les jugements rendus par les autorités judiciaires des pays étudiés en



matière de détournement de fonds publics. Ces crimes figurent parmi les dix types de crimes que l'organisation évalue. Comme on le sait, le jugement est la vérité judiciaire, et il reflète le plus fidèlement le niveau de corruption, en particulier en ce qui concerne les fonds publics, la fonction publique et les crimes de droit commun. Il indique également l'efficacité, la capacité et le sérieux des forces

de l'ordre et des autorités judiciaires d'un pays. Compte tenu du temps nécessaire pour que les jugements rendus dans ce domaine deviennent définitifs dans la plupart des pays, le rapport annuel présente une lacune, car la plupart des affaires de corruption locales n'ont pas encore fait l'objet d'une décision définitive et n'ont donc pas été prises en compte dans l'évaluation.

Résumé:

Il ressort de ce qui précède que le rapport de Transparency International sur l'indice de perception de la corruption, ainsi que sa méthodologie d'évaluation, font l'objet de critiques quant à la manière de calculer les scores des pays, à titre d'exemple de nombreux éléments importants et déterminants sont omis, tels que les différences culturelles et historiques entre les pays, l'enracinement de certains types de corruption, ou encore le niveau de corruption au sein des organisations internationales et du secteur privé, qui a une influence significative sur l'évaluation des pays. De plus, l'impartialité du rapport peut être remise en question en raison des financements que l'organisation reçoit de certaines entreprises et entités qui font l'objet de ses évaluations, et qui ont de multiples intérêts particuliers, et aussi le fait de ne pas prendre en compte les décisions judiciaires en matière de détournement de fonds publics, qui reflète véritablement la sévérité et la méthode des États dans la lutte contre la corruption ainsi que leur progrès réel sur le terrain, et donne une image authentique de l'ampleur des crimes liés aux fonds publics et de leur impact sur les pays examinés ; ce qui conduit à renforcer la conviction que le rapport annuel publié par Transparency International n'est ni précis ni impartial, et ne reflète pas fidèlement la réalité de ces pays.